

ARRETE FIXANT LA LISTE D'APTITUDE POUR L'ACCES AU GRADE DE TECHNICIEN PAR VOIE DE PROMOTION INTERNE

Le Président du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Côte d'Or,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
Vu le décret n° 2010-329 du 22 mars 2010 modifié portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale,
Vu le décret n° 2010-1357 du 09 novembre 2010 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des techniciens territoriaux,
Vu l'avis de la commission administrative paritaire de catégorie B réunie le 30/04/2019,

CONSIDERANT LE NOMBRE DE RECRUTEMENTS INTERVENUS DANS LE CADRE D'EMPLOIS DANS LES COLLECTIVITES ET ETABLISSEMENTS AFFILIES
AU CENTRE DE GESTION DE LA COTE D'OR : 9 RECRUTEMENTS ;
CONSIDERANT QUE PAR CONSEQUENT, 3 NOMINATIONS AU TITRE DE LA PROMOTION INTERNE SONT POSSIBLES

ARRETE

ARTICLE 1^{ER}

La liste d'aptitude au grade de technicien au titre de la promotion interne de l'année 2019 est établie comme suit :

HELLEBOID PHILIPPE
MOURTADA LHOSSAINE
MONOT JEAN LUC

ARTICLE 2^{EME}

La date d'effet de cette liste d'aptitude est fixée au 30 avril 2019.

ARTICLE 3^{EME}

L'inscription sur la liste d'aptitude ne vaut pas recrutement. Elle est valable pendant quatre ans à partir du 30 avril 2019 sous réserve que le candidat qui ne serait pas recruté à l'issue de la deuxième année et, le cas échéant, de la troisième année, fasse connaître son intention, un mois avant le terme, d'être maintenu sur la liste d'aptitude avant respectivement le 30 avril 2021 et le 30 avril 2022.

Après deux refus d'offre d'emploi dûment notifiée (recommandé avec accusé réception), transmise par une collectivité ou un établissement public au Centre de Gestion de la Côte d'Or, le candidat est radié de la liste d'aptitude.

ARTICLE 4^{EME}

Le Président du Centre de Gestion certifie le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif (22 rue d'Assas – 21000 Dijon) dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 5^{EME}

Le Président du centre de gestion est chargé de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera :

- transmise à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or,
- affichée au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Côte d'Or, sis 16-18 rue Nodot à Dijon,
- transmise à tous les Centres de Gestion de la Fonction Publique Territoriale,
- notifiée aux intéressés.

FAIT A DIJON, LE 30/04/2019
LE PRESIDENT

PRÉFECTURE DE LA RÉGION
DE LA FRANCHE-COMTE
PRÉFECTURE DE LA CÔTE-D'OR
Déposé le :

30 AVR. 2019



Michel BACHELARD

Transmis au représentant de l'État, le :